

Au Brésil, la lutte contre la précarité menstruelle a un adversaire : Jair Bolsonaro

vendredi 29 octobre 2021, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2021).

Le président brésilien a provoqué l'indignation en mettant son veto à un programme de distribution gratuite de protections hygiéniques qui avait été approuvé par le Congrès. La presse du pays déplore une initiative à contre-courant : treize États ont décidé cette année d'élaborer des politiques publiques de distribution d'articles d'hygiène personnelle.

Au Brésil, le récent veto mis par Jair Bolsonaro à la principale mesure d'une proposition de loi sur la précarité menstruelle, adoptée par le Congrès, ne passe pas.

Le 7 octobre dernier, le président brésilien s'est opposé à un point du texte qui aurait permis à 5,6 millions de femmes vulnérables, dont des élèves d'écoles publiques, des femmes sans abri et des détenues, d'obtenir gratuitement des serviettes hygiéniques. Une décision justifiée selon lui par l'absence d'explications quant à la source du financement de ce dispositif. *"Si le Congrès annule le veto sur les tampons, je devrai prendre de l'argent dans [les budgets de] la santé et de l'éducation"*, a-t-il averti quelques jours plus tard, [selon des propos rapportés par Correio Braziliense](#).

De quoi agacer [un éditorialiste de l'hebdomadaire Istoé](#) : le veto de Jair Bolsonaro n'a *"aucun lien"* avec le contrôle des dépenses publiques, il est *"le fruit de son pathologique manque d'empathie et de compassion envers la souffrance des autres"*.

Absentéisme scolaire

La question des protections hygiéniques est très problématique dans le pays, en particulier en milieu scolaire – près d'un quart des adolescentes n'y ont pas accès pendant leurs règles –, ce qui les oblige souvent à rater les cours, souligne une étude de l'ONG Girl Up, [citée par le site Nexo](#).

En agissant de la sorte, le leader d'extrême droite va *"à contre-courant des mesures d'assistance aux femmes vulnérables"* déjà prises par la majorité des gouverneurs du pays, [observe O Globo](#).

Sur les vingt-sept unités administratives brésiliennes – vingt-six États et un district fédéral –, treize ont en effet décidé cette année d'*"élaborer des politiques publiques de distribution d'articles d'hygiène personnelle"*. *"Mais dans beaucoup d'États, des lois déjà approuvées n'ont pas encore été appliquées"*, indique le quotidien de Rio de Janeiro.

Le titre souligne par ailleurs que le tollé provoqué par la décision du président a *"incité"* trois autres gouverneurs à agir et à annoncer la prochaine adoption dans leur région de *"programmes similaires"* à celui de la proposition de loi.

Allié de Jair Bolsonaro, le gouverneur de l'État de Goiás, Ronaldo Caiado, a ainsi expliqué ses motivations à O Globo :

"Je n'avais pas été alerté par le fait que, pour les filles et adolescentes des écoles

publiques, qui viennent en grande majorité de familles à faibles revenus, les règles et le manque de tampons sont un facteur d'absentéisme. Si je veux lutter contre le décrochage scolaire, il est normal que je m'attaque à ce problème."

Une précarité menstruelle aggravée par la pandémie

[Interrogée par le journal Extra](#), l'avocate Kelly Viter, qui exerce dans l'État de Rio de Janeiro, indique que *"le nombre de femmes ne pouvant pas acheter des tampons a beaucoup augmenté durant la pandémie"*, car celles qui ont perdu leur emploi *"utilisent désormais les ressources dont elles disposent pour acheter de la nourriture"*.

Elle ajoute : *"La précarité menstruelle est une question de santé publique. Le fait de ne pas distribuer de tampons a un coût bien plus élevé pour le système de santé, car ces femmes utilisent des produits inappropriés"*, tels que du papier journal ou du papier toilette, du tissu et de la mie de pain, ce qui provoque *"des infections"*.

Plusieurs femmes parlementaires *"s'organisent à présent"* pour prendre leur revanche sur le président brésilien au Congrès, [rapporte le site G1](#), en précisant que la date d'un examen de la décision de Jair Bolsonaro n'était pas encore connue. Pour *"renverser le veto présidentiel"*, les parlementaires brésiliens devront atteindre la majorité absolue.

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/tolle-au-bresil-la-lutte-contre-la-precarite-menstruelle-un-adversaire-jair>